

**Non classifié**

**EXD/BC(2006)1**

Organisation de Coopération et de Développement Economiques  
Organisation for Economic Co-operation and Development

**11-Apr-2006**

**Français - Or. Anglais**

**DIRECTION EXECUTIVE  
COMITE DU BUDGET**

**EXD/BC(2006)1  
Non classifié**

**ETATS FINANCIERS DE L'ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT  
ECONOMIQUES AU 31 DÉCEMBRE 2005**

**JT03207321**

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine  
Complete document available on OLIS in its original format

**Français - Or. Anglais**

*Traduction libre de l'opinion en anglais datée du 15 mars 2006*

*En-tête : OCDE*

## **RAPPORT DE LA DIRECTION**

Les états financiers joints ont été établis sous la responsabilité de la Direction de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques et préparés conformément aux normes comptables internationales applicables au secteur public (IPSAS) ainsi qu'au règlement financier de l'Organisation et à ses Règles d'application. Les dirigeants de l'Organisation sont également chargés de définir et de maintenir un dispositif adéquat de contrôle interne des informations financières.

Le système de contrôle interne des informations financières de l'Organisation est destiné à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers destinés au public conformément aux normes IPSAS. Ce système recouvre en particulier des pratiques et procédures qui (i) ont trait à la tenue de registres reflétant avec précision et exactitude, de manière raisonnablement détaillée, les transactions et cessions d'actifs, (ii) fournissent une assurance raisonnable que les transactions sont comptabilisées de manière à permettre la préparation des états financiers conformément aux normes IPSAS et que les encaissements et les dépenses sont effectués avec l'autorisation des dirigeants et des directeurs, conformément au Règlement financier de l'Organisation et à ses Règles d'application et (iii) fournissent une assurance raisonnable que toute opération non autorisée d'acquisition, d'utilisation ou de cession des actifs de l'Organisation peut être empêchée ou détectée à temps. Du fait des limites qui lui sont inhérentes, le contrôle interne des informations financières ne peut toutefois prétendre prévenir ou repérer toutes les erreurs éventuelles.

Les questions relatives au contrôle interne et aux informations financières sont du ressort du Comité d'examen actuellement composé de sept membres désignés par le Conseil. Ce Comité se réunit régulièrement, passe notamment en revue les rapports préparés par la direction, l'auditeur général et le Collège des commissaires aux comptes.

Les dirigeants sont d'avis que les états financiers joints donnent une image fidèle de la situation financière de l'Organisation ainsi que du résultat de ses opérations et de ses mouvements de trésorerie. Ces états financiers ont été examinés par le Collège des commissaires aux comptes nommé par le Conseil et par les réviseurs comptables externes Deloitte & Associés. Leur rapport figure ci-après.

Donald J. Johnston  
Secrétaire Général

Normand Saucier  
Chef du Service des finances

*Traduction libre de l'opinion en anglais datée du 17 mars 2006*

**OPINION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR LES ETATS FINANCIERS  
DE L'ORGANISATION DE COOPERATION  
ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (OCDE)  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2005**

***Au Conseil de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques :***

Aux termes de l'article 31 du Règlement financier, le Collège des commissaires aux comptes est chargé du contrôle externe des comptes et de la bonne gestion financière de l'Organisation. Dans ce cadre, il a effectué la révision des états financiers de l'exercice 2005.

Le Collège a procédé à cette révision comptable selon les prescriptions des normes internationales d'audit (ISA) établies par la Fédération internationale des experts comptables (IFAC) en prenant en considération le point de vue du secteur public, tel qu'il figure en annexe à chacune des normes concernées.

Sur la base des procédures mises en œuvre et de l'examen des travaux effectués par l'auditeur contractuel du Secrétariat Deloitte et Associés, le Collège estime avoir l'assurance raisonnable que les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de l'Organisation au 31 décembre 2005 ainsi que du résultat de ses opérations et de ses mouvements de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables internationales applicables au secteur public (IPSAS) et, dans les cas où celles-ci ne sont pas encore définies, aux normes d'information financière internationales (IFRS/IAS).

La présente opinion, accompagnée des observations sur les états financiers, constitue le premier rapport du Collège des commissaires aux comptes tel que défini dans l'article 33 du Règlement financier.

Fait et délibéré à Paris, au siège de l'Organisation

Patrick Mordacq

Leslie G. Aronovitz

Gabor Foldvari

John Rossetti

## **RAPPORT DE L'EXPERT COMPTABLE INDEPENDANT**

*Traduction libre de l'opinion en anglais datée du 15 mars 2006*

*En-tête : Deloitte*

### **Rapport du réviseur comptable indépendant**

Au Secrétaire Général de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques

Nous avons procédé à l'audit du bilan de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) au 31 décembre 2005, ainsi que du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date. Les états financiers qui figurent aux pages 1 à 33 [*dans la numérotation de la version originale anglaise*] ont été établis sous la responsabilité des dirigeants de l'OCDE. Notre mission consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers fondée sur notre audit.

Notre audit a été mené conformément aux Normes Internationales d'Audit. Ces normes requièrent que l'audit soit planifié et conduit de manière à obtenir une assurance raisonnable sur le fait que les états financiers sont exempts de toute erreur significative. Un audit inclut un examen, sur la base de tests, des pièces justifiant les montants et les informations figurant dans les états financiers. Il inclut également un examen des principes comptables utilisés, des principales estimations effectuées par la direction, ainsi qu'une évaluation de la présentation générale des états financiers. Nous estimons que notre audit fournit une base raisonnable pour exprimer notre opinion.

A notre avis, les états financiers joints donnent une image fidèle de la situation financière de l'OCDE au 31 décembre 2005, du résultat de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables internationales applicables au secteur public.

Deloitte & Associés  
Gilles Pedini  
Associé

**OCDE**  
**Bilan au**

(en milliers d'euros)

|  |         | 31 décembre<br>2005 | 31 décembre<br>2004 |
|--|---------|---------------------|---------------------|
| <b><u>ACTIF</u></b>                          | Notes   |                     |                     |
| <b>Actif à court terme</b>                   |         |                     |                     |
| Disponibilités - fonds libres                | 3       | 78,235              | 34,438              |
| Disponibilités - fonds non libres            | 3       | 55,400              | 28,363              |
| Stocks                                       | 4       | 693                 | 834                 |
| Créances et charges constatées d'avance      | 5       | 74,453              | 101,658             |
| Valeurs de placement                         | 6       | 10,133              | 9,504               |
| <b>Total actif à court terme</b>             |         | <b>218,914</b>      | <b>174,797</b>      |
| <b>Actif à long terme</b>                    |         |                     |                     |
| Immobilisations financières                  | 7       | 182,685             | 146,595             |
| Créances à long terme                        | 8       | 10,175              | 8,002               |
| Immobilisations corporelles et incorporelles | 9       | 289,033             | 253,367             |
| <b>Total actif à long terme</b>              |         | <b>481,893</b>      | <b>407,964</b>      |
| <b><u>TOTAL ACTIF</u></b>                    |         | <b>700,807</b>      | <b>582,761</b>      |
| <b><u>PASSIF</u></b>                         |         |                     |                     |
| <b>Passif à court terme</b>                  |         |                     |                     |
| Emprunts                                     | 10      | 10,000              | 10,000              |
| Fournisseurs et produits différés            | 11      | 236,644             | 177,497             |
| Provisions pour risques et charges           | 12      | 10,336              | 9,426               |
| Avantages du personnel                       | 13      | 62,184              | 59,175              |
| <b>Total passif à court terme</b>            |         | <b>319,164</b>      | <b>256,098</b>      |
| <b>Passif à long terme</b>                   |         |                     |                     |
| Avantages du personnel                       | 13      | 1,072,848           | 990,004             |
| <b>Total passif à long terme</b>             |         | <b>1,072,848</b>    | <b>990,004</b>      |
| <b><u>TOTAL PASSIF</u></b>                   |         | <b>1,392,012</b>    | <b>1,246,102</b>    |
| <b><u>ACTIF NET</u></b>                      |         | <b>(691,205)</b>    | <b>(663,341)</b>    |
| Intérêt net des pays membres                 | 14      | (763,395)           | (709,591)           |
| Budget et Fonds de réserve pour les pensions | 14      | 101,328             | 69,182              |
| Autres réserves                              | 14      | 32,455              | 23,917              |
| Déficit net de la période                    | 15 & 16 | (61,593)            | (46,849)            |
| <b><u>TOTAL ACTIF NET</u></b>                |         | <b>(691,205)</b>    | <b>(663,341)</b>    |

**OCDE**  
**Compte de résultat pour la fin de l'année**

| (en milliers d'euros)                   |         | 31 décembre<br>2005 | 31 décembre<br>2004 |
|---|---------|---------------------|---------------------|
| <b><u>PRODUITS D'EXPLOITATION</u></b>   | Notes   |                     |                     |
| Contributions obligatoires              |         | 239,145             | 243,308             |
| Contributions volontaires               |         | 54,816              | 44,743              |
| Contributions aux retraites             |         | 61,854              | 62,201              |
| Ventes de publications                  |         | 12,712              | 12,421              |
| Autres produits                         |         | 10,205              | 8,060               |
| <b>Total produits d'exploitation</b>    |         | <b>378,732</b>      | <b>370,733</b>      |
| <b><u>CHARGES D'EXPLOITATION</u></b>    |         |                     |                     |
| Personnel                               |         | 186,853             | 186,045             |
| Retraites                               |         | 150,526             | 112,717             |
| Honoraires des prestataires de services |         | 19,170              | 16,998              |
| Voyages                                 |         | 18,001              | 15,962              |
| Charges de fonctionnement               |         | 79,865              | 92,902              |
| Autres charges                          |         | 3,323               | 2,461               |
| <b>Total charges d'exploitation</b>     | 17      | <b>457,738</b>      | <b>427,085</b>      |
| <b>Déficit d'exploitation</b>           |         | <b>(79,006)</b>     | <b>(56,352)</b>     |
| Produits financiers nets                | 18      | 17,413              | 9,503               |
| <b>Déficit courant</b>                  |         | <b>(61,593)</b>     | <b>(46,849)</b>     |
| <b><u>DEFICIT NET DE L'EXERCICE</u></b> | 15 & 16 | <b>(61,593)</b>     | <b>(46,849)</b>     |

**OCDE**  
**Tableau des flux de trésorerie pour la fin de l'année**

| (en milliers d'euros)   | 31 décembre<br>2005 | 31 décembre<br>2004 |
|---|---------------------|---------------------|
| <b>Activités d'exploitation</b>   |                     |                     |
| Déficit courant   | (61,593)            | (46,849)            |
| Amortissements  | 29,331              | 33,043              |
| Réévaluation des terrains   | (4,201)             | 7,250               |
| Augmentation / (diminution) des provisions pour risques et charges                              | 910                 | (1,318)             |
| Augmentation de la provision pour avantages du personnel  | 85,665              | 52,776              |
| (Augmentation) / diminution des créances  | 25,031              | (29,320)            |
| Diminution des stocks   | 141                 | 173                 |
| Augmentation des valeurs de placement   | (629)               | (1,152)             |
| Augmentation des dettes   | 59,147              | 32,002              |
| <b>Trésorerie nette des activités d'exploitation</b>  | <b>133,802</b>      | <b>46,605</b>       |
| <b>Activités d'investissement</b>   |                     |                     |
| Augmentation des immobilisations  | (13,993)            | (12,052)            |
| (Augmentation) / diminution des immobilisations financières - Caisse de prévoyance du personnel | (188)               | 804                 |
| Augmentation des immobilisations financières - autres   | (47)                | (720)               |
| Augmentation des immobilisations financières - Budget et Fonds de réserve pour les pensions     | (35,854)            | (20,940)            |
| <b>Trésorerie nette des activités d'investissement</b>  | <b>(50,082)</b>     | <b>(32,908)</b>     |
| <b>Activités de financement</b>   |                     |                     |
| Augmentation / (diminution) des dettes - Caisse de prévoyance du personnel                      | 188                 | (804)               |
| Augmentation des emprunts   | -                   | 1,000               |
| Distribution aux pays membres   | (13,074)            | (12,995)            |
| <b>Trésorerie nette des activités de financement</b>  | <b>(12,886)</b>     | <b>(12,799)</b>     |
| <b>Augmentation nette des disponibilités</b>  | <b>70,834</b>       | <b>898</b>          |
| Disponibilités en début d'exercice  | 62,801              | 61,903              |
| <b>Disponibilités en fin d'exercice</b>   | <b>133,635</b>      | <b>62,801</b>       |

Les produits des contributions du projet du Site sont inclus dans les flux de trésorerie des activités d'exploitation. Les immobilisations du Projet du Site sont incluses dans les flux des activités de financement.

**OCDE**  
**Tableau de variation des capitaux propres**

| (en milliers d'euros)  | Participation<br>nette des pays<br>Membres | Report à<br>nouveau | Réserves      | Budget et<br>Fonds de<br>Réserve pour<br>les Pensions | Excédent /<br>(déficit) net<br>de l'exercice | Total            |
|--|--|---------------------|---------------|---|--|------------------|
| <b>Capitaux propres au 31 décembre 2002</b>                                    | <b>(640,770)</b>                           | <b>(53,922)</b>     | <b>33,296</b> | <b>26,207</b>   | <b>(18,374)</b>                              | <b>(653,563)</b> |
| Reclassements  | -  | 4,112               | (4,112)       | -   | -  | -                |
| Excédent / (déficit) ajouté à la participation<br>nette des pays membres       | -  | (18,374)            | -             | -   | 18,374                                       | -                |
| Excédent / (déficit) ajouté au report à<br>nouveau                             | -  | 330                 | (330)         | -   | -  | -                |
| Excédent / (déficit) ajouté aux réserves                                       | -  | 2,467               | (2,467)       | -   | -  | -                |
| Montants crédités aux pays membres   | -  | (8,966)             | 1,700         | -   | -  | (7,266)          |
| Excédent / (déficit) ajouté au Budget et<br>Fonds de réserve pour les pensions | -  | (14,066)            | -             | 14,066  | -  | -                |
| Réserves utilisées pour le financement du<br>budget                            | -  | -                   | (1,830)       | -   | -  | (1,830)          |
| Déficit net de l'exercice  | -  | -                   | -             | -   | (3,832)                                      | (3,832)          |
| <i>Sous total</i>  | -  | (34,497)            | (7,039)       | 14,066  | 14,542                                       | (12,928)         |
| <b>Capitaux propres au 31 décembre 2003</b>                                    | <b>(640,770)</b>                           | <b>(88,419)</b>     | <b>26,257</b> | <b>40,273</b>   | <b>(3,832)</b>                               | <b>(666,491)</b> |
| Excédent / (déficit) ajouté à la participation<br>nette des pays membres       | -  | (3,832)             | -             | -   | 3,832  | -                |
| Excédent / (déficit) ajouté aux réserves                                       | -  | (30)                | 30            | -   | -  | -                |
| Montants crédités aux pays membres   | 62,995                                     | (10,626)            | 200           | -   | -  | 52,569           |
| Excédent / (déficit) ajouté au Budget et<br>Fonds de réserve pour les pensions | -  | (28,909)            | -             | 28,909  | -  | -                |
| Réserves utilisées pour le financement du<br>budget                            | -  | -                   | (2,570)       | -   | -  | (2,570)          |
| Déficit net de l'exercice  | -  | -                   | -             | -   | (46,849)                                     | (46,849)         |
| <i>Sous total</i>  | 62,995                                     | (43,397)            | (2,340)       | 28,909  | (43,017)                                     | 3,150            |
| <b>Capitaux propres au 31 décembre 2004</b>                                    | <b>(577,775)</b>                           | <b>(131,816)</b>    | <b>23,917</b> | <b>69,182</b>   | <b>(46,849)</b>                              | <b>(663,341)</b> |
| Excédent / (déficit) ajouté à la participation<br>nette des pays membres       | (52,929)                                   | (3,920)             | 10,000        | -   | 46,849                                       | -                |
| Excédent / (déficit) ajouté aux réserves                                       | -  | (557)               | 557           | -   | -  | -                |
| Montants crédités aux pays membres   | 39,725                                     | (5,508)             | -             | -   | -  | 34,217           |
| Excédent / (déficit) ajouté au Budget et<br>Fonds de réserve pour les pensions | -  | (30,615)            | -             | 30,615  | -  | -                |
| Réserves utilisées pour le financement du<br>budget                            | -  | -                   | (2,019)       | 1,531   | -  | (488)            |
| Déficit net de l'exercice  | -  | -                   | -             | -   | (61,593)                                     | (61,593)         |
| <i>Sous total</i>  | (13,204)                                   | (40,600)            | 8,538         | 32,146  | (14,744)                                     | (27,864)         |
| <b>Capitaux propres au 31 décembre 2005</b>                                    | <b>(590,979)</b>                           | <b>(172,416)</b>    | <b>32,455</b> | <b>101,328</b>  | <b>(61,593)</b>                              | <b>(691,205)</b> |



## NOTES AUX ETATS FINANCIERS

*(Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire)*

### **Note 1 : Objectifs et Budget de l'Organisation**

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) a été fondée en 1961, en remplacement de l'Organisation Européenne de Coopération Économique qui avait été créée en 1948 dans le cadre du Plan Marshall. L'OCDE regroupe 30 pays membres au sein d'une organisation dont le rôle le plus important consiste à offrir aux gouvernements un cadre pour examiner et élaborer des politiques économiques et sociales, conformément à la mission et au rôle énoncés dans la Convention de l'OCDE, à savoir :

- Réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays membres, tout en maintenant la stabilité financière ;
- Contribuer à une expansion économique saine dans les pays membres, ainsi que dans les pays non membres entrés dans un processus de développement de leur économie ;
- Contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire conformément aux obligations internationales.

L'OCDE est dirigée par un Conseil composé de représentants de tous les pays membres. Un Secrétaire Général est nommé par le Conseil pour une durée de cinq ans.

L'Organisation a son siège à Paris (France) et possède des bureaux de représentation à Washington (DC), Mexico, Berlin et Tokyo.

L'OCDE jouit de privilèges et immunités, notamment celui de ne pas être redevable de la plupart des formes d'imposition.

L'Organisation est financée principalement par des contributions obligatoires et volontaires de ses pays membres, dans le cadre d'un Programme de travail biennal et d'un Budget annuel.

Le Budget est l'acte par lequel le Conseil accorde les autorisations d'engagements et autorise les budgets nécessaires au fonctionnement de l'Organisation et à la poursuite de ses activités. Il arrête également le montant des contributions des pays membres, compte tenu des autres ressources de l'Organisation. Tous les pays membres de l'OCDE financent le budget des programmes de la Partie I, soit environ 80 % du budget consolidé. Leur contribution est fondée essentiellement sur la taille relative de leur économie, avec un plafond de 24.975 %. Les budgets de la Partie II concernent des programmes intéressant un nombre limité de pays membres, ou portant sur des secteurs d'activité ne relevant pas de la Partie I. Les programmes de la Partie II sont financés selon un barème de contributions ou en vertu de tout autre accord particulier entre les pays participants.

Plus de 40 pays non membres et plusieurs organisations internationales participent par ailleurs à des degrés divers au programme de travail de l'Organisation. Leur participation aux travaux de l'Organisation revêt

plusieurs formes : participation à des Comités de la Partie I, participation à part entière à des programmes de la Partie II et comme observateurs à différents organes subsidiaires de l'OCDE.

L'approbation du budget par le Conseil habilite le Secrétaire Général, sous réserve de conditions particulières édictées par le Conseil, à :

- engager, ordonnancer et payer toutes dépenses à la charge de l'Organisation, pour les buts visés, dans la limite des crédits alloués et, le cas échéant, des autorisations d'engagements ;
- percevoir les recettes inscrites au budget, ainsi que toute autre ressource revenant à l'Organisation dans le cadre de ses activités.

## **Note 2 : Principaux principes comptables**

### ***Normes appliquées***

Les états financiers ont été préparés selon le principe de continuité de l'exploitation.

Les états financiers de l'Organisation sont établis conformément aux normes comptables internationales applicables au secteur public IPSAS (International Public Sector Accounting Standards), élaborées par l'International Public Sector Accounting Standards Board (IPSASB) et fondées sur les normes comptables internationales (IAS) définies par l'International Accounting Standards Board (IASB).

En l'absence de norme IPSAS spécifique, ce sont les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) et les normes IAS qui sont appliquées.

La publication des états financiers figurant dans le présent rapport a été autorisée le 10 mars 2006 par le Secrétaire Général de l'Organisation.

### ***Opérations en devises***

Toutes les contributions obligatoires sont payables en euros. Les contributions volontaires sont aussi acceptées dans des devises autres que l'euro. Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan.

Les opérations en devises sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les pertes et les gains de change, réalisés ou non, résultant du paiement de ces opérations ou de la conversion, à la date de clôture, des actifs et passifs monétaires exprimés en devises, sont comptabilisés dans le compte de résultat.

### ***Immobilisations incorporelles***

Les coûts des logiciels informatiques comptabilisés en actifs sont amortis linéairement sur une durée d'utilisation ne pouvant excéder trois ans.

Généralement, les coûts associés à la mise au point et à la maintenance des logiciels informatiques sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus. En revanche, les dépenses permettant d'améliorer ou d'accroître les performances des logiciels informatiques au-delà de leurs spécifications d'origine sont immobilisées et sont ajoutées aux coûts initiaux des logiciels.

## ***Immobilisations***

### *Immobilisations corporelles*

Les terrains et les immeubles sont comptabilisés à leur juste valeur basée sur une évaluation effectuée à chaque date de clôture par des experts indépendants. Tous les autres biens, installations et équipements sont comptabilisés à leur coût historique diminué des amortissements cumulés et de toute perte pour dépréciation éventuellement constatée.

Les amortissements sont calculés linéairement de façon à étaler le coût ou la valeur des actifs autres que les terrains et immeubles en construction sur leur durée de vie utile estimée, comme suit :

- Structure des immeubles                      50 ans
- Toitures et fenêtres                            33 ans
- Aménagements et installations            5-15 ans
- Autres immobilisations                        3-10 ans

### *Dépréciation*

La valeur comptable des immobilisations peut être revue à la baisse pour dépréciation si du fait de certains événements ou de l'évolution des circonstances, leur recouvrement peut apparaître incertain. Si tel est le cas, compte tenu de l'activité à but non lucratif de l'Organisation, le montant recouvrable de l'actif est estimé de façon à déterminer l'ampleur de la dépréciation éventuelle. Une dotation à la provision pour dépréciation est portée au compte de résultat de l'exercice concerné.

### ***Stocks***

Les stocks sont comptabilisés à leur coût ou à leur valeur nette de réalisation si celle-ci est inférieure. Les produits finis de publications sont évalués au coût des matières premières, de l'impression et de la distribution. Le contenu des publications étant rapidement obsolète, une provision pour dépréciation est effectuée pour toutes les publications fabriquées avant 2002, ainsi que pour toutes les publications récentes dont les stocks sont supérieurs au volume de vente d'une année. Une provision pour dépréciation est effectuée pour les fournitures en stock depuis plus d'un an et qui sont supérieures à un an de consommation.

### ***Créances d'exploitation***

Les créances d'exploitation sont comptabilisées à leur valeur nominale, diminuée si nécessaire des provisions constituées au titre des montant considérés comme irrécouvrables.

Aucune provision pour perte n'est effectuée au titre des contributions obligatoires dues par les pays membres, sauf si ces créances demeurent impayées pour des raisons techniques exceptionnelles et acceptées.

Pour toutes les autres créances, une provision pour perte est effectuée sur la base d'un examen des montants restant dus à la date de clôture.

### ***Placements et autres instruments financiers***

Les placements et autres instruments financiers présentés au bilan comprennent principalement les placements détenus pour le compte des participants à la Caisse de prévoyance du personnel et des

contributions des pays membres au Budget et Fonds de réserve pour les pensions. Ils sont constitués de parts de fonds de placements et d'obligations négociables. Les fonds sont investis en obligations, en actions et en instruments financiers dérivés en fonction des objectifs définis en matière de risque et de performance.

Les actifs du Budget et Fonds de réserve pour les pensions sont comptabilisés à leur juste valeur dans le compte de résultat, alors que les produits et charges de la Caisse de prévoyance du personnel ne sont pas enregistrés au compte de résultat puisqu'ils sont dus aux participants. Les deux Fonds sont considérés comme des immobilisations financières, à moins que la direction ait l'intention de céder ces placements dans les douze mois suivant la date du bilan.

Pour les opérations d'achat, le coût auquel chaque placement est comptabilisé est calculé sur la base du prix d'achat, hors intérêts acquis à la date de l'acquisition et frais encourus en liaison avec cette acquisition. Si des valeurs appartenant à une même émission sont achetées à des prix différents, un prix d'achat moyen est calculé pour chaque unité.

Pour les opérations de vente ou de remboursement, les produits sont calculés sur la base du prix de vente ou du montant remboursé, hors intérêts acquis à la date de la vente et frais encourus en liaison avec cette vente.

Afin de déterminer les plus ou moins-values réalisées en cas de cession ou de remboursement de placements, les produits tirés de la vente calculés selon la méthode décrite ci-dessus sont comparés au coût en capital des placements concernés.

Le portefeuille de placements est comptabilisé à sa valeur de marché. En conséquence, à la fin de chaque exercice, il est procédé à une évaluation des placements détenus par le Fonds. Leur valeur est définie en référence aux cours officiels en vigueur le jour de l'évaluation, hors intérêts courus à partir de la date du dernier versement d'intérêts dans le cas d'obligations ou de valeurs à revenu fixe. L'écart entre la valeur de marché et la valeur comptable est comptabilisé en plus ou moins-value.

### ***Risques financiers***

L'Organisation a élaboré des politiques de gestion des risques conformément à son Règlement Financier et à ses Règles d'application. L'OCDE est exposée à des risques financiers variés, notamment risque de marché (risque de change et de cours), risque de liquidité et risque de crédit. La gestion des risques est centrée sur le caractère imprévisible de l'environnement financier et a pour objet d'en minimiser les conséquences négatives potentielles sur les performances financières de l'Organisation. L'OCDE ne recourt que de manière limitée aux instruments financiers dérivés pour se couvrir contre ces différents risques.

La gestion des risques est assurée comme suit :

a) Risque de change

L'Organisation reçoit des contributions volontaires libellées en devises autres que l'euro et se trouve donc exposée à un risque de change découlant des fluctuations des taux de change. Le risque de change est en partie limité grâce au prélèvement, sur ces contributions, d'un pourcentage fixe des dépenses futures (5 % pour 2005).

L'Organisation possède des bureaux de représentation aux Etats-Unis, au Japon et au Mexique dont les actifs sont de faible valeur. Les dépenses d'exploitation réglées en monnaie locale sont généralement compensées par les recettes des ventes de publications dans cette même monnaie.

## b) Risque de cours

L'Organisation est confrontée à un risque de variation des cours des marchés d'actions du fait de ses placements.

## c) Risque de liquidité

En cas de besoin de liquidités, l'Organisation peut négocier et utiliser des crédits bancaires non confirmés.

## d) Risque de crédit

Le risque de crédit de l'Organisation est limité car ses contributeurs ont généralement une excellente notation financière.

***Provisions***

Des provisions sont constituées lorsque l'Organisation a une obligation juridique ou naturelle résultant d'événements passés, dont il est probable que le règlement nécessitera un emploi de ressources et dans les cas où une estimation fiable du montant de l'obligation en cause peut être effectuée.

***Avantages du personnel***

L'Organisation gère un certain nombre de régimes sociaux à prestations définies comprenant un plan de retraites, une couverture santé postérieure à l'emploi, des avantages liés à l'ancienneté et un régime de retraites à prestations définies.

Les normes IPSAS ne proposant pas, pour le moment, de norme spécifique pour la comptabilisation des avantages du personnel, la norme IAS 19 est considérée comme applicable aux organismes publics pour la comptabilisation des avantages du personnel.

La Section commune d'administration des pensions (SCAP), agissant en qualité d'actuaire indépendant de l'Organisation, procède à l'évaluation des engagements au titre des prestations définies et les dépenses connexes sont comptabilisées chaque année. Les dernières évaluations actuarielles au 31 décembre 2005 ont été effectuées selon la méthode des unités de crédit projetées. Les dépenses liées aux retraites et autres avantages postérieurs à l'emploi portées au compte de résultat incluent l'amortissement, sur la durée moyenne estimée de service restant à effectuer par les agents de l'Organisation, des gains ou pertes actuariels sortant d'un « corridor » fixé à 10 % de l'engagement de prestations définies, ou 10 % de la valeur des actifs au début de l'exercice si ce montant est supérieur. Les engagements de l'Organisation au titre des avantages de retraite sont partiellement financés par des actifs détenus séparément. Au cours de l'exercice, l'Organisation a renommé « Budget et Fonds de réserve pour les pensions » l'ancien Fonds de réserve des pensions. Les actifs de ce fonds et ceux de la Caisse de prévoyance du personnel sont distincts de tous les autres actifs de l'Organisation. Les actifs du Budget et Fonds de réserve pour les pensions ne peuvent être utilisés que pour verser des prestations au titre du plan de retraite et pour financer les dépenses du fonds.

***Constatation des produits***

Les contributions obligatoires et volontaires sont comptabilisées à leur date d'approbation par le Conseil.

Les produits des contributions volontaires sont comptabilisés à la date à laquelle les contributions ont été approuvées par l'Organisation. Les produits qui se rapportent à des exercices futurs sont comptabilisés en produits constatés d'avance.

Les ventes de publications sont comptabilisées au moment de leur livraison et les ventes de données sur support électronique au moment où elles deviennent accessibles.

Les produits financiers sont calculés prorata temporis, par référence au principal en cours et au taux d'intérêt effectif applicable. Les autres revenus, y compris les remboursements de frais par des tiers, sont pris en compte lorsqu'ils sont acquis à l'Organisation selon les termes des contrats convenus, ou, en l'absence de contrat, lors de leur encaissement.

### *Utilisation d'estimations*

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation, par la direction de l'Organisation, d'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses. Ces estimations concernent notamment de manière significative, sans que cette liste soit limitative, la juste valeur des terrains et immeubles, les pensions à prestations définies et les autres avantages postérieurs à l'emploi, l'évaluation des litiges, l'évaluation des retours de publications invendues, le risque financier sur les stocks et les comptes à recevoir, les charges à payer, les éléments d'actif et de passif éventuels, et le degré de dépréciation des immobilisations. Les données réelles peuvent être différentes de ces estimations. Les changements intervenant dans les estimations sont pris en compte dans l'exercice au cours duquel ils viennent à être connus.

### Note 3 : Disponibilités

|   | 31 décembre<br>2005 | 31 décembre<br>2004 |
|---|---------------------|---------------------|
| Caisse  | 7                   | 8                   |
| Dépôts bancaires libres - euros   | 75,483              | 31,134              |
| Dépôts bancaires libres - autres devises  | 2,745               | 3,296               |
| <b>Sous total, disponibilités fonds libres</b>  | <b>78,235</b>       | <b>34,438</b>       |
| Dépôts bancaires non libres - euros   | 2,317               | 2,183               |
| Dépôts bancaires et instruments de trésorerie non libres Budget et Fonds de réserve pour les pensions - euros | 2,839               | 3,646               |
| Dépôts bancaires non libres Projet Site - euros   | 50,244              | 22,534              |
| <b>Sous total, disponibilités fonds non libres</b>  | <b>55,400</b>       | <b>28,363</b>       |
| <b>Total des disponibilités</b>   | <b>133,635</b>      | <b>62,801</b>       |

Les dépôts bancaires sont généralement détenus sur des comptes rémunérés. Le taux d'intérêt moyen des comptes libellés en euros et rémunérés a été de 2.09 % (2.04 % pour l'année 2004). Les dépôts bancaires en devises autres que l'euro sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice.

Les dépôts libres représentent des fonds provenant des budgets de Partie I, de Partie II et des dons, destinés au paiement des dettes à court terme.

Les dépôts non libres sont affectés à des usages particuliers :

- Les fonds versés par les pays membres pour le Projet du Site (voir Notes 9 et 19) et les fonds relatifs aux réserves Suchet et Chardon Lagache (voir la Note 14) sont spécifiquement affectés au Projet du Site ;
- Les disponibilités du Budget et Fonds de réserve pour les pensions (voir la Note 7) sont réservées au paiement de certaines prestations de retraite prévues par les statuts du fonds.

L'Organisation n'a pas de lignes de crédit confirmées, mais a conclu de manière informelle et limitée des accords de découvert avec ses banques. Ces accords peuvent être dénoncés par les banques à tout moment. En avril et mai 2005, l'Organisation a utilisé une facilité de découvert jusqu'à un maximum de 15.3 M€.

#### Note 4 : Stocks

|  | 31 décembre<br>2005 | 31 décembre<br>2004 |
|--|---------------------|---------------------|
| Produits finis de publications         | 2,144               | 1,851               |
| Fournitures                            | 270                 | 332                 |
| Réserve diplomatique                   | 20                  | 104                 |
| <b>Stocks, valeur brute</b>            | <b>2,434</b>        | <b>2,287</b>        |
| Provision pour dépréciation des stocks | (1,741)             | (1,453)             |
| <b>Stocks, valeur nette</b>            | <b>693</b>          | <b>834</b>          |

Les fournitures incluent du papier destiné à l'impression des publications et entreposé chez un fournisseur.

La provision pour amortissement des stocks représente l'amortissement à leur valeur nette de réalisation des stocks de publications achevées et de fournitures.

**Note 5 : Créances et charges constatées d'avance**

|   | 31 décembre<br>2005 | 31 décembre<br>2004 |
|---|---------------------|---------------------|
| Contributions obligatoires - pays membres   | 28,128              | 60,104              |
| Contributions obligatoires - pays non membres participant aux programmes de Partie II                             | 598                 | 1,348               |
| Provision pour dépréciation contributions obligatoires - pays non membres participant aux programmes de Partie II | (458)               | (543)               |
| Contributions volontaires   | 32,238              | 30,741              |
| Provision pour dépréciation contributions volontaires   | (2,310)             | (2,187)             |
| Impôts remboursables  | 5,668               | 3,986               |
| Autres créances non budgétaires   | 11,483              | 8,786               |
| Provision pour dépréciation autres créances non budgétaires   | (994)               | (1,008)             |
| Publications  | 238                 | 650                 |
| Provision pour dépréciation publications  | (138)               | (219)               |
| <b>Total créances et charges constatées d'avance</b>  | <b>74,453</b>       | <b>101,658</b>      |

Les créances au titre des contributions obligatoires et volontaires représentent la partie non encore encaissée des produits que les pays membres et non membres et les donateurs se sont engagés à verser à l'Organisation pour l'exécution du Programme de travail.

Les contributions obligatoires des pays membres comprennent également un montant de 2.085 M€ (2004 : 2.074M€) représentant la fraction à court terme de la créance de l'Organisation sur les pays membres au titre de coûts antérieurs de restructuration. L'amélioration du respect des délais de versement des contributions obligatoires de pays membres explique la diminution des créances observée entre 2004 et 2005.

Les autres créances non budgétaires se composent principalement d'avances payées à des fournisseurs, notamment au titre du Projet du Site, d'un montant de 7.278 M€ (2004 : 6.414 M€) et de montants à recevoir des pays membres en remboursement de différents services rendus, en particulier locations de bureaux et coûts de personnel.

La fraction à plus d'un an des contributions volontaires relatives à plusieurs exercices est portée dans les créances à long terme (voir la Note 8).

**Note 6 : Placements**

|   | 31 décembre<br>2005 | 31 décembre<br>2004 |
|---|---------------------|---------------------|
| <b>Dépôt auprès d'une compagnie d'assurance</b> | <b>10,133</b>       | <b>9,504</b>        |

Le dépôt auprès d'une compagnie d'assurance vient en représentation de la réserve pour le plan médical (voir la note 14). Il est réservé à la couverture des frais de gestion des sinistres et du risque de variation de la sinistralité de l'assurance santé du personnel actif et retraité de l'Organisation. Aux termes du contrat, la compagnie d'assurance gère ce dépôt sur un compte de placement. Le placement, libellé en euros, est



comptabilisé à sa valeur nominale augmentée des intérêts acquis. Son augmentation résulte du placement de l'excédent des cotisations sur le coût de la gestion des sinistres et le taux d'intérêt estimé s'établit à 4.5 %, contre 4.3 % en 2004.

Un nouveau contrat prévoyant la fourniture de prestations de soins de santé au bénéfice des agents et des retraités de l'Organisation a été signé avec une compagnie d'assurance avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2006. Le dépôt a été affecté à ce nouveau contrat.

#### Note 7 : Immobilisations financières

|  | 31 décembre<br>2005 | 31 décembre<br>2004 |
|--|---------------------|---------------------|
| Prêts au personnel   | 9,900               | 10,041              |
| Dépôts de garantie des baux de bureaux                     | 1,342               | 1,153               |
| Caisse de prévoyance du personnel                          | 46,536              | 46,348              |
| Placements du Budget et Fonds de réserve pour les pensions | 124,907             | 89,053              |
| <b>Total immobilisations financières</b>                   | <b>182,685</b>      | <b>146,595</b>      |

- a) Les prêts au personnel sont financés par un emprunt bancaire à court terme de 10 M€ au 31 décembre 2005 (2004 : 10 M€). Le taux d'intérêt demandé dans ce cadre aux emprunteurs est revu tous les six mois, sur la base du taux de l'emprunt bancaire augmenté de 0.5 % pour couvrir les frais de gestion des prêts. Les prêts au personnel sont une opération autofinancée. Les remboursements sont garantis par la retenue des échéances sur les salaires et les soldes de comptes en cas de départ.
- b) Les dépôts de garantie faits par l'Organisation garantissent l'exécution de ses engagements de locataire des immeubles de bureaux pris à bail.
- c) La Caisse de prévoyance du personnel est un régime de retraite à cotisations définies. Conformément à son règlement, elle constitue une entité séparée, gérée par le Secrétaire Général au nom de ses participants actifs et retraités. La Caisse reçoit des cotisations des agents affiliés à hauteur de 7 % et de l'Organisation à hauteur de 14 % des salaires, elle gère ses investissements et verse les droits acquis par ses membres. Les actifs et les passifs de la Caisse sont portés globalement au bilan, en revanche, ses produits et ses charges ne sont pas enregistrés au compte de résultat puisqu'ils reviennent aux participants. La Caisse est fermée à de nouveaux entrants depuis 1974, date à laquelle les participants ont eu la possibilité de choisir de rester dans ce fonds ou d'utiliser le solde de leur compte pour acquérir des droits actuariels déterminés selon leur ancienneté dans le nouveau régime de pension à prestations définies. La Caisse de prévoyance du personnel concerne 75 agents actifs (contre 92 en 2004) et 293 retraités (contre 305 en 2004).

Les actifs de la Caisse de prévoyance du personnel s'analysent comme suit :

|   | 31 décembre<br>2004 | Acquisitions de<br>l'exercice | Cessions /<br>Ajustements | Ecart entre le<br>prix de revient et<br>la juste valeur à<br>la clôture de<br>l'exercice | 31 décembre<br>2005 |
|---|---------------------|-------------------------------|---------------------------|--|---------------------|
| <b>Valeur brute des placements</b>                              |                     |                               |                           |  |                     |
| Placements obligataires   | 10,916              | -                             | (4,411)                   | 356  | 6,861               |
| Placements en actions   | 4,108               | 1,116                         | (740)                     | 940  | 5,424               |
| Placements monétaires   | 19,395              | 6,600                         | (6,282)                   | 290  | 20,003              |
| Fonds alternatifs   | 11,208              | 1,077                         | (12,285)                  | -  | -                   |
| Disponibilités  | 626                 | 13,535                        | -                         | -  | 14,161              |
| <b>Total valeur brute des placements</b>                        | <b>46,253</b>       | <b>22,328</b>                 | <b>(23,718)</b>           | <b>1,586</b>   | <b>46,449</b>       |
| Autres immobilisations financières                              | 95                  | 87                            | (95)                      | -  | 87                  |
| <b>Total des actifs de la Caisse de prévoyance du personnel</b> | <b>46,348</b>       | <b>22,415</b>                 | <b>(23,813)</b>           | <b>1,586</b>   | <b>46,536</b>       |

Ces placements sont gérés par des représentants du Secrétaire Général en consultation avec le Comité consultatif et le Comité de placement de la Caisse.

- d) En 2000, l'Organisation a créé un Fonds de réserve pour les pensions afin de « lisser l'évolution des contributions des pays membres dans le temps, d'assurer la stabilité financière du programme de travail de l'Organisation, de faire intervenir des revenus de placement en complément aux contributions des agents et des pays membres et, pour ce qui est des services qui seront rendus à l'avenir, de répondre aux préoccupations qui sont apparues concernant la répartition de la charge financière des pensions correspondant à des services rendus dans le passé ». Ainsi, le Fonds de réserve pour les pensions représente avant tout une contribution annuelle supplémentaire des pays membres plutôt qu'une capitalisation véritable du passif découlant du régime de pension. En 2005, le Conseil a procédé à un examen approfondi du Fonds et il a décidé de le renommer « Budget et Fonds de réserve pour les pensions », de séparer le financement des pensions des autres flux de fonds, notamment grâce à l'utilisation d'un ou de plusieurs comptes spéciaux ouverts auprès de banques destinés à recevoir les montants versés par les pays membres et par le personnel, et de maintenir la structure de financement à long terme de manière à accroître progressivement le pourcentage de capitalisation des engagements de retraite.

Au titre de l'exercice, les variations des placements du Budget et Fonds de réserve pour les pensions s'analysent comme suit :

|   | 31 décembre<br>2004 | Acquisitions de<br>l'exercice | Cessions /<br>Ajustements | Ecart entre le<br>prix de revient et<br>la juste valeur à<br>la clôture de<br>l'exercice | 31 décembre<br>2005 |
|---|---------------------|-------------------------------|---------------------------|--|---------------------|
| <b>Valeur brute des placements</b>                  |                     |                               |                           |  |                     |
| Placements obligataires                             | 31,425              | 51,118                        | (35,133)                  | -  | 47,410              |
| Placements en actions                               | 48,024              | 76,253                        | (53,161)                  | -  | 71,116              |
| <b>Total valeur brute des placements</b>            | <b>79,449</b>       | <b>127,371</b>                | <b>(88,294)</b>           | <b>-</b>   | <b>118,526</b>      |
| <b>Ajustements des placements à la juste valeur</b> |                     |                               |                           |  |                     |
| Placements obligataires                             | 1,495               | -                             | (1,495)                   | 273  | 273                 |
| Placements en actions                               | 8,109               | -                             | (8,109)                   | 6,108  | 6,108               |
| <b>Total des ajustements à la juste valeur</b>      | <b>9,604</b>        | <b>-</b>                      | <b>(9,604)</b>            | <b>6,381</b>   | <b>6,381</b>        |
| <b>Valeur nette des placements</b>                  | <b>89,053</b>       | <b>127,371</b>                | <b>(97,898)</b>           | <b>6,381</b>   | <b>124,907</b>      |

Le Budget et Fonds de réserve pour les pensions sert exclusivement au paiement des prestations de pension du personnel et il est géré conformément à ses statuts. Les objectifs de placement qui lui sont assignés tiennent compte de la durée à long terme et des particularités des passifs du Régime de pension. Le Budget et Fonds de réserve pour les pensions investit environ 60 % de ses actifs à long terme en actions et les 40 % restants en placements à revenu fixe. Cette position stratégique à long terme est destinée à maximiser le rendement total sous réserve du respect des règles relatives aux risques de crédit et de liquidité et à réduire la volatilité. Les plus ou moins-values latentes sont portées au compte de résultat. Les produits et les charges du Budget et Fonds de réserve pour les pensions sont détaillés dans la note 15 : Information sectorielle – Compte de résultat.

- e) La Caisse de prévoyance du personnel et le Budget et Fonds de réserve pour les pensions sont exposés, du fait de leurs placements, à des risques financiers qui tiennent aux variations des taux de change, aux variations des taux d'intérêt et aux variations des cours. Les titres détenus par les deux fonds sont libellés principalement en euros pour réduire au minimum le risque de change. Pour couvrir les engagements à court terme des prestations de pension de l'exercice en cours, une fraction des actifs du Budget et Fonds de réserve pour les pensions est détenue en titres du marché monétaire. Les actifs détenus à la date de clôture de l'exercice sont évalués à leur valeur de marché.

#### Note 8 : Créances à long terme

|                                      | 31 décembre<br>2005 | 31 décembre<br>2004 |
|--------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Contributions volontaires            | 10,175              | 5,917               |
| Autres créances sur les pays membres | -                   | 2,085               |
| <b>Total créances à long terme</b>   | <b>10,175</b>       | <b>8,002</b>        |

Les contributions volontaires sont dues à plus d'un an, conformément à l'offre et à l'échéancier du projet qu'elles concernent.

Les autres créances sur les pays membres représentent les remboursements des coûts de restructuration (Programme Spécial de Départ et de Renouvellement - PSDR) supportés par l'Organisation en 1997 et 1998. Le plan de remboursement annuel adopté par le Conseil de l'OCDE s'étale de 2002 à 2006. Le montant dû au titre de 2006 est inclus dans les Créances et charges constatées d'avance (voir la note 5).

**Note 9 : Immobilisations**

L'évolution des immobilisations et des amortissements au cours de l'exercice est la suivante :

|                                     | 31 décembre<br>2004 | Acquisitions /<br>Dotations | Cessions        | Transferts | Réévaluation  | 31 décembre<br>2005 |
|-------------------------------------|---------------------|-----------------------------|-----------------|------------|---------------|---------------------|
| <b>Immobilisations brutes</b>       |                     |                             |                 |            |               |                     |
| Immobilisations incorporelles       | 3,872               | 336                         | (33)            | -          | -             | 4,175               |
| Terrains                            | 66,619              | -                           | -               | -          | 4,201         | 70,820              |
| Immeubles                           | 163,089             | -                           | -               | -          | 17,467        | 180,556             |
| Autres immobilisations              | 17,943              | 3,058                       | (302)           | 108        | -             | 20,807              |
| Immobilisations en cours            | 7,594               | 28,012                      | -               | (108)      | -             | 35,498              |
| <b>Total immobilisations brutes</b> | <b>259,117</b>      | <b>31,406</b>               | <b>(335)</b>    | <b>-</b>   | <b>21,668</b> | <b>311,856</b>      |
| <b>Amortissements</b>               |                     |                             |                 |            |               |                     |
| Immobilisations incorporelles       | (2,633)             | (731)                       | 33              | -          | -             | (3,331)             |
| Immeubles                           | (3,986)             | (24,988)                    | -               | -          | 22,258        | (6,716)             |
| Autres immobilisations              | (9,131)             | (3,946)                     | 301             | -          | -             | (12,776)            |
| <b>Total amortissements</b>         | <b>(15,750)</b>     | <b>(29,665)</b>             | <b>334</b>      | <b>-</b>   | <b>22,258</b> | <b>(22,823)</b>     |
| <b>Immobilisations nettes</b>       |                     |                             |                 |            |               |                     |
| Immobilisations incorporelles       | 1,239               | (395)                       | -               | -          | -             | 844                 |
| Terrains                            | 66,619              | -                           | -               | -          | 4,201         | 70,820              |
| Immeubles                           | 159,103             | (24,988)                    | -               | -          | 39,725        | 173,840             |
| Autres immobilisations              | 8,812               | (888)                       | (1)             | 108        | -             | 8,031               |
| Immobilisations en cours            | 7,594               | 28,012                      | -               | (108)      | -             | 35,498              |
| <b>Immobilisations nettes</b>       | <b>243,367</b>      | <b>1,741</b>                | <b>(1)</b>      | <b>-</b>   | <b>43,926</b> | <b>289,033</b>      |
| <b>Immeuble en vente</b>            | <b>10,000</b>       | <b>-</b>                    | <b>(10,000)</b> | <b>-</b>   | <b>-</b>      | <b>-</b>            |
| <b>Total immobilisations</b>        | <b>253,367</b>      | <b>1,741</b>                | <b>(10,001)</b> | <b>-</b>   | <b>43,926</b> | <b>289,033</b>      |

- a) Les immobilisations incorporelles sont constituées par des logiciels achetés.
- b) Les terrains et immeubles comprennent principalement le siège de l'Organisation à la Muette, à Paris.

En janvier 2000, le Conseil a décidé de rénover le bâtiment du siège de la Muette : ces travaux forment le Projet du Site en cours. Ce projet prévoit :

- la rénovation du Château et sa mise en conformité avec des normes modernes ;
- le désamiantage et la rénovation du Nouveau Bâtiment et de l'annexe Pascal, sans modification de structure ;
- la construction d'un nouveau centre de conférences.

Pendant la période de construction et de rénovation, une partie des agents ont été réinstallés à titre temporaire dans des locaux en location, la majorité d'entre eux à la Tour Europe, à la Défense.

Le coût total du Projet est détaillé dans la Note 19 B – Engagements en capital. Les coûts de rénovation/construction sont cumulés au poste « immobilisations en cours » pour chaque immeuble jusqu'à ce que les travaux de rénovation/construction soient achevés et dûment acceptés par l'Organisation.

Le Projet est financé par des contributions des pays membres qui sont appelées sur une base trimestrielle.

L'ensemble du Projet devrait être achevé à la fin de 2008. Le Château sera à nouveau opérationnel au premier trimestre de 2006.

Par ailleurs, le bâtiment Franqueville, qui se trouve sur le site de la Muette mais ne fait pas partie du Projet du Site, a été l'objet de travaux limités en 2005 visant principalement à le mettre aux normes en matière d'incendie et d'accès des personnes handicapées. Ces travaux ont été financés par la Réserve Suchet et par le budget d'exploitation normal de l'Organisation.

Le coût des travaux engagés et achevés à la date de clôture de l'exercice au titre de la rénovation du site de la Muette sont comptabilisés comme suit en travaux en cours :

|                                       | 31 décembre<br>2005 | 31 décembre<br>2004 |
|---------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Centre de conférences                 | 13,355              | 3,291               |
| Château                               | 15,860              | 1,862               |
| Nouveau bâtiment                      | 3,484               | 2,333               |
| Total Site                            | 32,699              | 7,486               |
| Immeuble Franqueville                 | 2,546               | -                   |
| Autres immobilisations                | 253                 | 108                 |
| <b>Total immobilisations en cours</b> | <b>35,498</b>       | <b>7,594</b>        |

Lorsqu'un immeuble est considéré comme étant hors service pour rénovation, le coût net des composants à rénover est passé en charges à cette date. La perte enregistrée est inscrite au compte de résultat. Cet amortissement accéléré des composants à rénover explique l'augmentation des dotations aux amortissements dans le compte de résultat à hauteur de 22.5 M€ (2004 : 24.5 M€).

#### c) Réévaluation/dépréciation

Conformément à l'option offerte par la norme IPSAS 17 (méthode de la juste valeur), les terrains et immeubles au 31 décembre 2005 ont été réévalués sur la base de leur valeur de marché à cette date.

Ainsi, les amortissements cumulés à cette date ont été déduits de la valeur brute des immeubles et le montant net ainsi obtenu a été retraité à sa juste valeur, diminué du coût des travaux engagés pour le Château. En conséquence, le montant des amortissements cumulés au 31 décembre 2005 est nul (2004 : nul) et la valeur brute des immobilisations est indiquée réévaluation comprise. De ce fait, une hausse de 4.2 M€ de la valeur des terrains a été comptabilisée au bilan, et un excédent net de réévaluation de 39.7 M€ au titre des immeubles a été ajouté à l'excédent de réévaluation des exercices précédents (voir la note 14).

L'effet cumulé de ces opérations s'analyse comme suit :

|   | Ecart de réévaluation                              |                                       |
|---|--|---------------------------------------|
|   | Montants comptabilisés au compte de résultat<br>M€ | Montants comptabilisés au bilan<br>M€ |
| <b>2004</b>   |  |                                       |
| Déficit de réévaluation des terrains                    | (7.2)  | -                                     |
| Excédent de réévaluation des immeubles                  | -  | 63.0                                  |
| <b>2005</b>   |  |                                       |
| Excédent de réévaluation des terrains                   | 4.2  | -                                     |
| Excédent de réévaluation des immeubles                  | -  | 39.7                                  |
| <b>Ecart de réévaluation cumulé au 31 décembre 2005</b> | <b>(3.0)</b>                                       | <b>102.7</b>                          |

- d) L'immeuble en vente au 31 décembre 2004 a été cédé en janvier 2005 pour un montant de 10.4 M€. Le produit net de cette cession a été porté dans les réserves (voir la Note 14).

#### Note 10 : Emprunts

|   | 31 décembre 2005 | 31 décembre 2004 |
|---|------------------|------------------|
| <b>Emprunts relatifs aux prêts au personnel (voir note 7)</b> | <b>10,000</b>    | <b>10,000</b>    |

#### Note 11 : Comptes à payer et produits différés

|   | 31 décembre 2005 | 31 décembre 2004 |
|---|------------------|------------------|
| Dettes fournisseurs et charges à payer  | 26,121           | 20,482           |
| Dettes envers le personnel et les organismes de prévoyance                          | 19,450           | 17,722           |
| Autres dettes - avances sur contributions obligatoires et contributions volontaires | 18,495           | 4,630            |
| Autres dettes   | 15,766           | 15,355           |
| Produits différés   | 156,812          | 119,308          |
| <b>Total fournisseurs et produits différés</b>                                      | <b>236,644</b>   | <b>177,497</b>   |

Les dettes fournisseurs et les charges à payer comprennent les factures reçues des fournisseurs et non encore réglées et les charges à payer pour des prestations réalisées au cours de l'exercice mais non encore facturées. Les charges à payer s'élèvent à 13.3 M€ au 31 décembre 2005 (2004 : 14.4 M€). L'augmentation observée en 2005 par rapport à 2004 est essentiellement attribuable au Projet Site. Un montant de 3.5 M€ (2004 : 0.1 M€) a été retenu sur les sommes à payer aux entrepreneurs à titre de garantie pour les travaux du Projet du Site.

Les dettes envers le personnel représentent essentiellement les congés payés, les autres droits à congés et les autres montants acquis aux salariés. Les dettes envers les organismes de prévoyance sont constituées des cotisations courantes, dont la plus importante concerne le contrat d'assurance santé.

Les autres dettes sont constituées d'excédents budgétaires ainsi que du solde de la réduction de 2.5 % des dépenses du Budget pour 1996. Ces montants sont crédités aux pays membres lorsqu'ils ont été approuvés par le Conseil de l'OCDE. Les pays membres peuvent alors les utiliser à leur convenance.

Les produits différés correspondent à des produits comptabilisés en 2005 ou antérieurement, pour lesquels les charges correspondantes seront exposées après la date de clôture. Ils s'analysent comme suit :

|   | 31 décembre<br>2005 | 31 décembre<br>2004 |
|---|---------------------|---------------------|
| Budgets de Partie I, Partie II, budgets annexes | 6,535               | 4,470               |
| Publications                                    | 4,511               | 4,017               |
| Projet Site                                     | 72,604              | 46,372              |
| Contributions volontaires                       | 73,100              | 64,247              |
| Fonds hors budget                               | 62                  | 202                 |
| <b>Total produits différés</b>                  | <b>156,812</b>      | <b>119,308</b>      |

#### Note 12 : Provisions pour risques et charges

|   | 31 décembre<br>2005 | 31 décembre<br>2004 |
|---|---------------------|---------------------|
| Provision pour désamiantage                     | 9,024               | 8,080               |
| Provisions pour risques et litiges              | 1,312               | 1,346               |
| <b>Total provisions pour risques et charges</b> | <b>10,336</b>       | <b>9,426</b>        |

Conformément à la norme IPSAS 19, les provisions pour charges correspondent à des obligations existantes qui seront réglées dans des exercices futurs.

La dotation à la provision pour désamiantage représente le coût estimé, au 31 décembre 2005, de l'obligation de désamianter l'immeuble principal du siège de l'Organisation, mis à jour sur la base des coûts prévus.

Les provisions pour risques évaluent, à la date de clôture, les paiements à effectuer au titre de divers litiges auxquels l'Organisation est partie. Ces provisions incluent également le coût des retours par les distributeurs des publications invendues, qui s'est établi à 0.144 M€ en 2005 contre 0.116 M€ en 2004.

**Note 13 : Avantages du personnel**

|  | 31 décembre<br>2005 | 31 décembre<br>2004 |
|--|---------------------|---------------------|
| <b>Avantages du personnel à court terme</b>      | <b>62,184</b>       | <b>59,175</b>       |
| Avantages du personnel à long terme              | 1,026,312           | 943,656             |
| Caisse de prévoyance du personnel                | 46,536              | 46,348              |
| <b>Total avantages du personnel à long terme</b> | <b>1,072,848</b>    | <b>990,004</b>      |

La Caisse de Prévoyance du Personnel représente la dette venant en contrepartie de l'actif analysé plus haut dans la note 7.

Les avantages du personnel représentent l'estimation de la dette actualisée des engagements pris au titre de la retraite, de la couverture maladie postérieure à l'emploi et des avantages liés à l'ancienneté.

L'Organisation gère différents régimes à prestations définies qui incluent un plan de pension coordonné avec cinq autres organisations internationales, un plan de pension révisé pour les agents recrutés après le 1<sup>er</sup> janvier 2002, une couverture maladie postérieure à l'emploi et des avantages liés à l'ancienneté s'appliquant à un groupe fermé d'agents.

En 2005, l'Organisation a réexaminé ses principales hypothèses financières actuarielles : taux d'actualisation, niveaux futurs des salaires et des prestations et coûts futurs des prestations médicales. L'intégralité des hypothèses démographiques a été revue en 2003, comme c'est le cas tous les cinq ans.

Le système institué conformément à la norme IAS 19 pour évaluer les avantages postérieurs à l'emploi est fondé sur la comparaison entre l'évaluation actuarielle des avantages recensés à la date de clôture et la valeur, à la même date, de ces avantages telle qu'elle résulte de l'augmentation des obligations courues après déduction des prestations versées au cours de l'exercice.

Cette augmentation des obligations correspond au montant estimatif des droits acquis par les agents pendant l'exercice en cours, majoré de l'intérêt de la dette résultant de la diminution du délai restant à courir jusqu'à la date de règlement des prestations.

La différence entre ces deux valeurs constitue un gain ou une perte actuariel. La fraction de ces écarts actuariels qui excède 10 % de la valeur actuelle des obligations est amortie sur la durée d'activité moyenne résiduelle estimée des agents. Selon la norme IAS 19, les estimations au titre de ces prestations doivent être considérées comme rentrant dans un « corridor » autour de la meilleure estimation.

Les taux d'actualisation sont définis en référence aux obligations émises par l'État français aux dates d'échéance moyennes du service de la dette. Une variation à la hausse ou à la baisse d'un demi point de pourcentage des taux d'actualisation estimés entraînerait une variation des obligations au titre des avantages du personnel d'environ 8 % pour les prestations de retraite et 11 % pour la couverture maladie postérieure à l'emploi au 31 décembre 2005.

La diminution des taux d'actualisation, qui sont passés de 4.5 % au 31 décembre 2004 à 3.6 % au 31 décembre 2005 pour les prestations de retraite et de 4.6 % au 31 décembre 2004 à 3.6 % au 31 décembre 2005 pour la couverture maladie postérieure à l'emploi, explique l'augmentation des obligations de respectivement 272 M€ et 37 M€ au 31 décembre 2005 par rapport à 2004.



La durée moyenne estimée de service restant à effectuer par les agents est de 11 ans en 2005 comme en 2004.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des avantages postérieurs à l'emploi et des passifs comptabilisés au bilan de l'Organisation aux 31 décembre 2005 et 2004 ainsi que l'évolution des hypothèses actuarielles :

|   | 31 décembre 2005 |                                       |                       | 31 décembre 2004 |                                       |                       |
|---|------------------|---------------------------------------|-----------------------|------------------|---------------------------------------|-----------------------|
|   | Pensions         | Garantie santé postérieure à l'emploi | Total des engagements | Pensions         | Garantie santé postérieure à l'emploi | Total des engagements |
| <u>Les montants comptabilisés au bilan sont les suivants :</u>  |                  |                                       |                       |                  |                                       |                       |
| Valeur de l'obligation  | (1,494,810)      | (273,342)                             | <b>(1,768,152)</b>    | (1,222,291)      | (204,092)                             | <b>(1,426,383)</b>    |
| Pertes actuarielles non comptabilisées  | 577,537          | 102,119                               | <b>679,656</b>        | 371,481          | 52,071                                | <b>423,552</b>        |
| <b>Passif comptabilisé au bilan</b>   | <b>(917,273)</b> | <b>(171,223)</b>                      | <b>(1,088,496)</b>    | <b>(850,810)</b> | <b>(152,021)</b>                      | <b>(1,002,831)</b>    |
| <u>Les mouvements actuariels (gains) et pertes sont:</u>  |                  |                                       |                       |                  |                                       |                       |
| Pertes actuarielles non comptabilisées au début de l'exercice   | 371,481          | 52,071                                | <b>423,552</b>        | 170,597          | 9,884                                 | <b>180,481</b>        |
| Pertes actuarielles de l'exercice   | 228,715          | 52,926                                | <b>281,641</b>        | 207,476          | 42,187                                | <b>249,663</b>        |
| Gains (pertes) actuarielles comptabilisées dans l'exercice  | (22,659)         | (2,878)                               | <b>(25,537)</b>       | (6,592)          | -                                     | <b>(6,592)</b>        |
| <b>Pertes actuarielles non comptabilisées à la fin de l'exercice</b>  | <b>577,537</b>   | <b>102,119</b>                        | <b>679,656</b>        | <b>371,481</b>   | <b>52,071</b>                         | <b>423,552</b>        |
| <u>Les mouvements actuariels (gains) et pertes sont:</u>  |                  |                                       |                       |                  |                                       |                       |
| Pertes actuarielles non comptabilisées au début de l'exercice   | 371,481          | 52,071                                | <b>423,552</b>        | 170,597          | 9,884                                 | <b>180,481</b>        |
| Limite du corridor, 10% de la valeur de l'obligation au début de l'exercice                                     | (122,229)        | (20,409)                              | <b>(142,638)</b>      | (98,080)         | (14,973)                              | <b>(113,053)</b>      |
| Pertes actuarielles à amortir sur la durée d'activité moyenne résiduelle des agents bénéficiaires des avantages | 249,252          | 31,662                                | <b>280,914</b>        | 72,517           | -                                     | <b>72,517</b>         |
| Durée d'activité moyenne résiduelle des agents bénéficiaires des avantages                                      | 11               | 11                                    |                       | 11               | 11                                    |                       |
| <b>Pertes actuarielles comptabilisées à la fin de l'exercice</b>  | <b>22,659</b>    | <b>2,878</b>                          | <b>25,537</b>         | <b>6,592</b>     | <b>-</b>                              | <b>6,592</b>          |

Les montants portés au compte de résultat s'analysent comme suit :

|  | 31 décembre 2005 |                                       |                       | 31 décembre 2004 |                                       |                       |
|--|------------------|---------------------------------------|-----------------------|------------------|---------------------------------------|-----------------------|
|  | Pensions         | Garantie santé postérieure à l'emploi | Total des engagements | Pensions         | Garantie santé postérieure à l'emploi | Total des engagements |
| <u>Contributions obligatoires des pays membres au Budget et Fonds de réserve pour les pensions</u> |                  |                                       |                       |                  |                                       |                       |
| Budget et Fonds de réserve pour les pensions   | 44,860           | -                                     | 44,860                | 47,130           | -                                     | 47,130                |
| Cotisations salariales de retraites  | 11,915           | -                                     | 11,915                | 10,625           | -                                     | 10,625                |
| Autres produits (ajustement des pensions, versements des salariés)                                 | 5,079            | -                                     | 5,079                 | 4,446            | -                                     | 4,446                 |
| <b>Contributions aux retraites de l'année</b>  | <b>61,854</b>    | <b>-</b>                              | <b>61,854</b>         | <b>62,201</b>    | <b>-</b>                              | <b>62,201</b>         |
| <u>Coût des services rendus au cours de l'exercice</u>   |                  |                                       |                       |                  |                                       |                       |
| Coût des services rendus au cours de l'exercice  | 48,324           | 8,989                                 | 57,313                | 38,343           | 5,912                                 | 44,255                |
| Intérêt de la dette  | 53,693           | 9,343                                 | 63,036                | 49,600           | 8,183                                 | 57,783                |
| Pertes actuarielles comptabilisées à la fin de l'exercice  | 22,659           | 2,878                                 | 25,537                | 6,592            | -                                     | 6,592                 |
| Autres charges (ajustement des pensions, frais de santé postérieurs à l'emploi)                    | 4,274            | 366                                   | 4,640                 | 3,968            | 119                                   | 4,087                 |
| <b>Dépenses de retraite de l'année</b>   | <b>128,950</b>   | <b>21,576</b>                         | <b>150,526</b>        | <b>98,503</b>    | <b>14,214</b>                         | <b>112,717</b>        |

L'évolution de la valeur actuelle des obligations futures au titre des avantages du personnel s'analyse comme suit :

|   | 31 décembre 2005   |                                       |                       | 31 décembre 2004   |                                       |                       |
|---|--------------------|---------------------------------------|-----------------------|--------------------|---------------------------------------|-----------------------|
|   | Pensions           | Garantie santé postérieure à l'emploi | Total des engagements | Pensions           | Garantie santé postérieure à l'emploi | Total des engagements |
| Passif à l'ouverture de l'exercice                                      | (1,222,291)        | (204,092)                             | <b>(1,426,383)</b>    | (980,804)          | (149,731)                             | <b>(1,130,535)</b>    |
| Charges de l'exercice   | (102,017)          | (18,332)                              | <b>(120,349)</b>      | (87,942)           | (14,095)                              | <b>(102,038)</b>      |
| Prestations versées au titre des prestations définies dues au personnel | 58,214             | 2,008                                 | <b>60,222</b>         | 53,932             | 1,922                                 | <b>55,854</b>         |
| Gains / (pertes) actuariels nets de l'exercice                          | (228,715)          | (52,926)                              | <b>(281,641)</b>      | (207,476)          | (42,187)                              | <b>(249,664)</b>      |
| <b>Passif à la clôture de l'exercice</b>                                | <b>(1,494,810)</b> | <b>(273,342)</b>                      | <b>(1,768,152)</b>    | <b>(1,222,291)</b> | <b>(204,092)</b>                      | <b>(1,426,383)</b>    |

Les principales hypothèses actuarielles au 31 décembre (exprimées en moyennes pondérées) s'analysent comme suit :

|  | 2005     |                                       | 2004     |                                       |
|--|----------|---------------------------------------|----------|---------------------------------------|
|  | Pensions | Garantie santé postérieure à l'emploi | Pensions | Garantie santé postérieure à l'emploi |
| Taux d'actualisation                               | 3.6%     | 3.6%                                  | 4.5%     | 4.6%                                  |
| Taux de revalorisation des salaires                | 2.2%     | 2.2%                                  | 2.1%     | -                                     |
| Taux de revalorisation des pensions                | 2.2%     | 2.2%                                  | 2.1%     | -                                     |
| Taux de revalorisation nouveau régime des pensions | 1.8%     | -                                     | 1.7%     | -                                     |
| Taux d'augmentation des frais de santé             | -        | 3.8%                                  | -        | 3.7%                                  |

Les hypothèses retenues pour les tendances des coûts des soins de santé ont un impact significatif sur les montants portés au compte de résultat. Un changement d'un point de pourcentage des taux d'évolution retenu pour les coûts des soins de santé aurait les conséquences suivantes :

|  | Augmentation d'un point en pourcentage | Diminution d'un point en pourcentage |
|--|--|--------------------------------------|
| Impact cumulé sur le coût des services rendus et l'intérêt de la dette | 6,944                                  | (5,005)                              |
| Impact sur la dette de prestations définies                            | 68,260                                 | (51,603)                             |

Les actifs et les passifs portés au bilan au titre des obligations de prestations définies dues au personnel s'analysent comme suit :

|   | 31 décembre 2005 |                                       |                       | 31 décembre 2004 |                                       |                       |
|---|------------------|---------------------------------------|-----------------------|------------------|---------------------------------------|-----------------------|
|   | Pensions         | Garantie santé postérieure à l'emploi | Total des engagements | Pensions         | Garantie santé postérieure à l'emploi | Total des engagements |
|   | M€               | M€                                    | M€                    | M€               | M€                                    | M€                    |
| Engagement à la clôture de l'exercice   | (1,495)          | (273)                                 | (1,768)               | (1,222)          | (204)                                 | (1,426)               |
| Immobilisations financières du Budget et Fonds de réserve pour les pensions à la juste valeur                 | 135              | -                                     | 135                   | 100              | -                                     | 100                   |
|   | (1,360)          | (273)                                 | (1,633)               | (1,122)          | (204)                                 | (1,326)               |
| Pertes actuarielles non comptabilisées à la fin de l'exercice   | 578              | 102                                   | 680                   | 371              | 52                                    | 423                   |
| <b>Passif net</b>   | <b>(782)</b>     | <b>(171)</b>                          | <b>(953)</b>          | <b>(751)</b>     | <b>(152)</b>                          | <b>(903)</b>          |
| Les immobilisations financières du Fonds de réserve pour les pensions sont constituées des éléments suivants: |                  |                                       |                       |                  |                                       |                       |
| Investissements   | 125              | -                                     | 125                   | 89               | -                                     | 89                    |
| Autres immobilisations financières nettes   | 10               | -                                     | 10                    | 11               | -                                     | 11                    |
| <b>Total immobilisations financières du Fonds de réserve pour les pensions à la juste valeur</b>              | <b>135</b>       | <b>-</b>                              | <b>135</b>            | <b>100</b>       | <b>-</b>                              | <b>100</b>            |

#### Note 14 : Déficits cumulés

|   | 31 décembre 2004 | Résultat de l'exercice précédent | Résultat de l'exercice précédent affecté aux réserves | Transferts      | Réserves et excédents budgétaires ajoutés au budget de l'exercice | Excédents budgétaires restitués aux pays membres et divers | 31 décembre 2005 |
|---|------------------|----------------------------------|---|-----------------|---|--|------------------|
| Pensions  | (836,621)        | -                                | -   | -               | -   | -  | (836,621)        |
| Désamiantage  | (8,080)          | -                                | -   | -               | -   | -  | (8,080)          |
| Immobilisations                                     | 266,926          | -                                | -   | (52,929)        | -   | 39,725   | 253,722          |
| Report à nouveau                                    | (131,816)        | (46,849)                         | (31,172)  | 42,929          | -   | (5,508)  | (172,416)        |
| <b>Intérêt net des pays membres</b>                 | <b>(709,591)</b> | <b>(46,849)</b>                  | <b>(31,172)</b>                                       | <b>(10,000)</b> | <b>-</b>  | <b>34,217</b>  | <b>(763,395)</b> |
| Réserve Chardon Lagache                             | -                | -                                | -   | 9,985           | -   | -  | 9,985            |
| Réserve pour le plan médical                        | 8,813            | -                                | 702   | -               | -   | -  | 9,515            |
| Réserve Suchet                                      | 1,765            | -                                | 24  | 15              | -   | -  | 1,804            |
| Réserve Omesys                                      | 4,801            | -                                | -   | -               | (1,630)   | -  | 3,171            |
| Autres réserves                                     | 8,538            | -                                | (169)   | -               | (389)   | -  | 7,980            |
| <b>Autres réserves</b>                              | <b>23,917</b>    | <b>-</b>                         | <b>557</b>  | <b>10,000</b>   | <b>(2,019)</b>  | <b>-</b>   | <b>32,455</b>    |
| <b>Budget et Fonds de réserve pour les pensions</b> | <b>69,182</b>    | <b>-</b>                         | <b>30,615</b>   | <b>-</b>        | <b>-</b>  | <b>1,531</b>   | <b>101,328</b>   |
| <b>Total déficits cumulés</b>                       | <b>(616,492)</b> | <b>(46,849)</b>                  | <b>-</b>  | <b>-</b>        | <b>(2,019)</b>  | <b>35,748</b>  | <b>(629,612)</b> |

La participation nette des pays membres représente la contrepartie des terrains et immeubles détenus par l'Organisation, de la provision pour désamiantage, du passif lié au régime de pensions et à la garantie santé des retraités. L'impact de la réévaluation des immeubles à la clôture de 2005, qui s'établit à 102.7 M€, est analysé dans la note 9.

Le report à nouveau provient des pertes reportées et de la distribution d'excédents budgétaires.

Les réserves non libres (réserve Chardon Lagache, réserve Omesys, réserve Suchet et réserve pour le plan médical) sont affectées à la réalisation de buts spécifiques déterminés par le Conseil ou le Secrétaire Général.

Les autres réserves sont constituées de produits non budgétaires conservés en fonction de décisions de gestion. Leur objet est de fournir une protection supplémentaire vis à vis de risques financiers ou opérationnels.

**Note 15 : Information sectorielle – Compte de résultat**

L'information sectorielle est fondée sur les grandes structures budgétaires et non budgétaires des activités et des sources de financement de l'Organisation. Ces secteurs sont en concordance avec le Programme de travail de l'Organisation pour l'année 2005.

En raison de la nature des activités de l'Organisation, ses actifs et passifs sont utilisés conjointement par l'ensemble des secteurs et ne peuvent donc être présentés séparément.

Le tableau ci-dessous combine les présentations budgétaires et financières IPSAS. Les ajustements IPSAS sont des écritures comptables requises par les normes IPSAS, mais qui ne figurent pas dans les règles budgétaires. Ces ajustements visent principalement l'application du principe de spécialisation des exercices aux charges et aux produits d'exploitation, aux charges de pension et autres frais de personnel, aux immobilisations et à leur amortissement. Chaque fois que possible, les ajustements de comptabilité d'exercice ont été incorporés aux produits et aux charges des secteurs concernés. Les ajustements IPSAS qui ne sont pas directement affectables ont été regroupés dans la colonne « IPSAS » du tableau. Ils s'élèvent à 103.9 M€ en 2005, soit 85.7 M€ au titre des avantages du personnel et 18.2 M€ au titre des immobilisations. Les opérations internes reflètent le coût estimé des services échangés entre secteurs.

|   | Budget Titre I Partie I<br>(1)    |                | Budget Titre I Partie II<br>(2)                     |               | Budgets annexes<br>(3) |                 | Contributions volontaires<br>(4) |                 |
|---|-----------------------------------|----------------|---|---------------|------------------------|-----------------|----------------------------------|-----------------|
|   | 2005                              | 2004           | 2005  | 2004          | 2005                   | 2004            | 2005                             | 2004            |
|   | Contributions statutaires         | 148,672        | 150,550   | 64,306        | 65,445                 | 26,167          | 27,158                           | -               |
| Contributions volontaires                     | -                                 | -              | -   | -             | -                      | -               | 54,815                           | 44,743          |
| Contributions aux retraites                   | -                                 | -              | -   | -             | 26,512                 | 27,715          | -                                | -               |
| Ventes de publications                        | (68)                              | 3,895          | 3,988   | 3,652         | 8,788                  | 4,871           | 4                                | 2               |
| Autres produits                               | 1,144                             | 2,278          | 215   | 938           | 1,453                  | 1,494           | 1,226                            | 1,292           |
| <b>Total produits d'exploitation</b>          | <b>149,748</b>                    | <b>156,723</b> | <b>68,509</b>                                       | <b>70,035</b> | <b>62,920</b>          | <b>61,238</b>   | <b>56,045</b>                    | <b>46,037</b>   |
| Personnel                                     | 117,396                           | 121,269        | 34,721  | 33,534        | 9,691                  | 7,243           | 25,096                           | 23,623          |
| Retraites                                     | 2,373                             | 232            | -   | -             | 45,338                 | 47,063          | -                                | -               |
| Honoraires des prestataires de services       | 3,006                             | 2,722          | 5,863   | 5,653         | 484                    | 349             | 9,787                            | 8,129           |
| Voyages                                       | 3,873                             | 3,964          | 3,370   | 3,725         | 296                    | 323             | 10,450                           | 7,939           |
| Charges de fonctionnement                     | 20,683                            | 23,377         | 8,659   | 9,661         | 24,092                 | 25,600          | 2,757                            | 2,474           |
| Autres charges                                | 1,495                             | 1,518          | 237   | 207           | 710                    | 418             | 176                              | (310)           |
| <b>Total charges d'exploitation</b>           | <b>148,826</b>                    | <b>153,082</b> | <b>52,850</b>                                       | <b>52,780</b> | <b>80,611</b>          | <b>80,996</b>   | <b>48,266</b>                    | <b>41,855</b>   |
| <b>Excédent / (déficit) d'exploitation</b>    | <b>922</b>                        | <b>3,641</b>   | <b>15,659</b>                                       | <b>17,255</b> | <b>(17,691)</b>        | <b>(19,758)</b> | <b>7,779</b>                     | <b>4,182</b>    |
| Charges financières nettes                    | 481                               | (145)          | -   | -             | (50)                   | (51)            | (4)                              | (3)             |
| <b>Excédent / (déficit) courant</b>           | <b>1,403</b>                      | <b>3,496</b>   | <b>15,659</b>                                       | <b>17,255</b> | <b>(17,741)</b>        | <b>(19,809)</b> | <b>7,775</b>                     | <b>4,179</b>    |
| Opérations internes                           | (643)                             | (3,620)        | (12,602)  | (12,563)      | 20,989                 | 21,228          | (7,775)                          | (4,179)         |
| <b>Excédent / (déficit) net de la période</b> | <b>760</b>                        | <b>(124)</b>   | <b>3,057</b>  | <b>4,692</b>  | <b>3,248</b>           | <b>1,419</b>    | <b>-</b>                         | <b>-</b>        |
|   |                                   |                |   |               |                        |                 |                                  |                 |
|   | Opérations non budgétaires<br>(5) |                | Budget et Fonds de réserve pour les pensions<br>(6) |               | IPSAS<br>(7)           |                 | <b>TOTAL<br/>(1 à 7)</b>         |                 |
|   | 2005                              | 2004           | 2005  | 2004          | 2005                   | 2004            | 2005                             | 2004            |
|   | Contributions statutaires         | -              | 155   | -             | -                      | -               | -                                | 239,145         |
| Contributions volontaires                     | -                                 | -              | -   | -             | 1                      | -               | 54,816                           | 44,743          |
| Contributions aux retraites                   | -                                 | -              | 35,342  | 34,486        | -                      | -               | 61,854                           | 62,201          |
| Ventes de publications                        | -                                 | 1              | -   | -             | -                      | -               | 12,712                           | 12,421          |
| Autres produits                               | 1,966                             | 2,058          | -   | -             | 4,201                  | -               | 10,205                           | 8,060           |
| <b>Total produits d'exploitation</b>          | <b>1,966</b>                      | <b>2,214</b>   | <b>35,342</b>                                       | <b>34,486</b> | <b>4,202</b>           | <b>-</b>        | <b>378,732</b>                   | <b>370,733</b>  |
| Personnel                                     | 337                               | 221            | 210   | 155           | (598)                  | -               | 186,853                          | 186,045         |
| Retraites                                     | -                                 | -              | 16,553  | 12,646        | 86,262                 | 52,776          | 150,526                          | 112,717         |
| Honoraires des prestataires de services       | 56                                | 79             | 107   | 66            | (133)                  | -               | 19,170                           | 16,998          |
| Voyages                                       | 6                                 | 11             | 6   | 0             | -                      | -               | 18,001                           | 15,962          |
| Charges de fonctionnement                     | 1,102                             | 546            | 19  | 12            | 22,553                 | 31,232          | 79,865                           | 92,902          |
| Autres charges                                | 705                               | 628            | -   | -             | -                      | -               | 3,323                            | 2,461           |
| <b>Total charges d'exploitation</b>           | <b>2,206</b>                      | <b>1,485</b>   | <b>16,895</b>                                       | <b>12,879</b> | <b>108,084</b>         | <b>84,008</b>   | <b>457,738</b>                   | <b>427,085</b>  |
| <b>Excédent / (déficit) d'exploitation</b>    | <b>(240)</b>                      | <b>729</b>     | <b>18,447</b>                                       | <b>21,607</b> | <b>(103,882)</b>       | <b>(84,008)</b> | <b>(79,006)</b>                  | <b>(56,352)</b> |
| Charges financières nettes                    | 1,959                             | 675            | 15,027  | 9,027         | -                      | -               | 17,413                           | 9,503           |
| <b>Excédent / (déficit) courant</b>           | <b>1,719</b>                      | <b>1,404</b>   | <b>33,474</b>                                       | <b>30,634</b> | <b>(103,882)</b>       | <b>(84,008)</b> | <b>(61,593)</b>                  | <b>(46,849)</b> |
| Opérations internes                           | 66                                | (847)          | (35)  | (19)          | -                      | -               | -                                | -               |
| <b>Excédent / (déficit) net de la période</b> | <b>1,785</b>                      | <b>557</b>     | <b>33,439</b>                                       | <b>30,615</b> | <b>(103,882)</b>       | <b>(84,008)</b> | <b>(61,593)</b>                  | <b>(46,849)</b> |

## Note 16 : Rapprochement des résultats budgétaires avec le résultat net comptable et proposition d'affectation des résultats

### 16.1 Rapprochement des résultats budgétaires avec la perte nette de la période

Le respect des normes comptables IPSAS entraîne des écarts temporaires ou permanents par rapport aux règles budgétaires :

- Dans le budget, les produits doivent couvrir toutes les dépenses engagées. Dans la comptabilité IPSAS, les produits ne comprennent que les montants correspondant aux charges effectives de la période. La différence est considérée comme un produit différé en comptabilité IPSAS.

- Dans le budget, les dépenses en capital sont comptabilisées comme des dépenses de l'exercice. Cette charge est capitalisée et amortie sur la durée probable d'utilisation de ces immobilisations en comptabilité IPSAS. Les dépenses en capital et les amortissements connexes sont inscrits à l'actif du bilan. La dotation aux amortissements est portée au compte de résultat.
- Dans le budget, les avantages du personnel sont dépensés au fur et à mesure de leur versement, tandis qu'en comptabilité IPSAS, la charge correspond aux droits à pension et aux prestations santé des retraités acquises par les salariés pendant l'exercice et elle est intégralement portée au compte de résultat. Les engagements au titre des pensions sont comptabilisés dans le compte de résultat, comme indiqué dans la note 13.
- Les recettes des publications, y compris les abonnements, entrent dans le Budget lors de leur encaissement. En comptabilité IPSAS, ces ventes sont comptabilisées en produits lorsque les publications sont livrées, et ajustées par voie de provisions pour pertes sur créances ou pour retours attendus de marchandises non vendues.

Le tableau ci-dessous présente le rapprochement entre les résultats budgétaires et le déficit net de l'exercice :

|  | 31 décembre<br>2005 | 31 décembre<br>2004 |
|--|---------------------|---------------------|
| <b><u>Résultats avant ajustements IPSAS</u></b>                            |                     |                     |
| Partie I   | 10,231              | 8,975               |
| Partie II  | 7,834               | 8,039               |
| Budgets annexes  | 5,286               | 3,026               |
| Projet Site  | 20,308              | 14,837              |
| Contributions volontaires  | 77,746              | 66,260              |
| Fonds non budgétaires  | 1,785               | 557                 |
| PBRF   | 33,439              | 30,615              |
| <b>Excédent brut</b>   | <b>156,629</b>      | <b>132,309</b>      |
| Moins: produits différés contributions obligatoires                        | (13,652)            | (14,532)            |
| Moins: produits différés contributions volontaires et projet Site          | (98,054)            | (81,097)            |
| <b>Excédent net</b>  | <b>44,923</b>       | <b>36,680</b>       |
| <b><u>Ajustements IPSAS des charges - diminution / (augmentation)</u></b>  |                     |                     |
| Charges à payer  | 2,445               | (5,800)             |
| Charges constatées d'avance  | 451                 | (13)                |
| Autres ajustements nets  | (2,201)             | 534                 |
| Dépenses de pension  | (85,665)            | (52,776)            |
| Dépenses d'investissement transférées aux immobilisations                  | 30,201              | 11,171              |
| Amortissements   | (29,665)            | (33,043)            |
| Réévaluation des terrains  | -                   | (7,249)             |
| <b>Sous total charges</b>  | <b>(84,434)</b>     | <b>(87,176)</b>     |
| <b><u>Ajustements IPSAS des produits - (diminution) / augmentation</u></b> |                     |                     |
| Produits différés nets des ajustements de charges                          | (2,446)             | 3,368               |
| Produits différés nets des ajustements du Projet Site                      | (22,931)            | (1,890)             |
| Ajustements des produits de publication et autres produits                 | (906)               | 2,169               |
| Réévaluation des terrains  | 4,201               | -                   |
| <b>Sous total produits</b>   | <b>(22,082)</b>     | <b>3,647</b>        |
| <b>Déficit net de la période</b>   | <b>(61,593)</b>     | <b>(46,849)</b>     |

**16.2 Proposition d'affectation des résultats**

Les résultats 2005 seront affectés comme suit, sous réserve de l'approbation finale du Conseil de l'OCDE :

| Excédents / (déficits)                                   | Projet d'affectation du déficit |                          |                       |   |               | Excédents budgétaires en attente d'affectation |
|--|---------------------------------|--------------------------|-----------------------|---|---------------|--|
|  | Affectation au report à nouveau | Affectation aux réserves | Report au budget 2005 | Affectation au Budget et Fonds de Réserve pour les Pensions |               |  |
| Excédent du budget Partie I                              | 2,635                           | -                        | -                     | -   | -             | 2,635  |
| Excédents des budgets Partie II                          | 3,317                           | -                        | -                     | -   | -             | 3,317  |
| Excédents des autres budgets annexes                     | 275                             | -                        | -                     | -   | -             | 275  |
| Excédent du budget annexe des pensions                   | 3,472                           | -                        | -                     | -   | 3,472         | -  |
| Excédent du Budget et Fonds de réserve pour les pensions | 33,439                          | -                        | -                     | -   | 33,439        | -  |
| Excédent des opérations non budgétaires                  | 1,785                           | -                        | 1,785                 | -   | -             | -  |
| <b>Sous total excédents nets</b>                         | <b>44,923</b>                   | <b>-</b>                 | <b>1,785</b>          | <b>-</b>  | <b>36,911</b> | <b>6,227</b>                                   |
| Ajustements IPSAS des charges                            | (84,434)                        | (84,434)                 | -                     | -   | -             | -  |
| Ajustements IPSAS des produits                           | (22,082)                        | (22,082)                 | -                     | -   | -             | -  |
| <b>Sous total ajustements IPSAS</b>                      | <b>(106,516)</b>                | <b>(106,516)</b>         | <b>-</b>              | <b>-</b>  | <b>-</b>      | <b>-</b>                                       |
| <b>Déficit net de la période</b>                         | <b>(61,593)</b>                 | <b>(106,516)</b>         | <b>1,785</b>          | <b>-</b>  | <b>36,911</b> | <b>6,227</b>                                   |



**Note 17 : Charges d'exploitation**

|  | 31 décembre<br>2005 | 31 décembre<br>2004 |
|--|---------------------|---------------------|
| Les charges de personnel se composent de :           |                     |                     |
| Traitements et salaires                              | 177,488             | 174,675             |
| Personnel temporaire                                 | 8,527               | 10,557              |
| Autres charges de personnel                          | 838                 | 813                 |
| <b>Total charges de personnel</b>                    | <b>186,853</b>      | <b>186,045</b>      |
| <b>Total charges de pension</b>                      | <b>150,526</b>      | <b>112,717</b>      |
| Les prestations de service se composent de:          |                     |                     |
| Honoraires versés à des consultants individuels      | 9,315               | 7,824               |
| Honoraires versés à des sociétés                     | 9,855               | 9,174               |
| <b>Total prestations de service</b>                  | <b>19,170</b>       | <b>16,998</b>       |
| <b>Total charges de voyage</b>                       | <b>18,001</b>       | <b>15,962</b>       |
| Les charges de fonctionnement se composent de :      |                     |                     |
| Services extérieurs                                  | 6,681               | 7,803               |
| Loyers   | 21,848              | 20,491              |
| Entretien du matériel                                | 4,826               | 5,638               |
| Achats de matières et fournitures                    | 2,926               | 3,315               |
| Frais de conférence                                  | 2,465               | 2,735               |
| Frais de communication                               | 3,225               | 3,540               |
| Amortissements                                       | 29,260              | 33,046              |
| Variation de stocks                                  | (146)               | 7                   |
| Entretien et réparations                             | 1,822               | 2,275               |
| Frais de marketing et autres                         | 1,884               | 1,770               |
| Energie et fluides                                   | 1,320               | 1,472               |
| Traductions  | 1,556               | 1,631               |
| Edition et reproduction                              | 871                 | 782                 |
| Publications externes                                | 1,327               | 1,147               |
| Perte de réévaluation                                | -                   | 7,250               |
| <b>Total charges de fonctionnement</b>               | <b>79,865</b>       | <b>92,902</b>       |
| Les autres charges se composent de :                 |                     |                     |
| Cotisations à des services administratifs            | 634                 | 862                 |
| Gestion des couvertures médicales et des assurances  | 610                 | 595                 |
| Taxes et assurances non remboursables                | 1,249               | 1,224               |
| Ajustement dons et créances                          | 124                 | 18                  |
| Dotation aux provisions pour dépréciation et risques | 135                 | (159)               |
| Dotation aux provisions relatives aux publications   | 288                 | (235)               |
| Autres charges                                       | 283                 | 156                 |
| <b>Total autres charges</b>                          | <b>3,323</b>        | <b>2,461</b>        |
| <b>Total charges d'exploitation</b>                  | <b>457,738</b>      | <b>427,085</b>      |

Les principales variations de ce poste s'expliquent comme suit :

- L'évolution des charges de personnel reflète l'augmentation des salaires, des effectifs et des charges à payer au titre des indemnités pour perte d'emploi.
- L'augmentation des dotations aux amortissements est due à l'amortissement accéléré de composants des immeubles sur leur durée de vie utile restant à courir jusqu'à leur rénovation (voir la note 9).

### Note 18 : Produits et charges financiers nets

|   | 31 décembre<br>2005 | 31 décembre<br>2004 |
|---|---------------------|---------------------|
| Produits des fonds non libres :                                     |                     |                     |
| Budget et Fonds de réserve pour les pensions                        | 144                 | 11                  |
| Réserve Suchet et Chardon Lagache                                   | 215                 | 39                  |
| Fonds d'investissement de l'assurance santé (Omesys)                | 420                 | 469                 |
| Prêts au personnel  | 286                 | 285                 |
| Produits d'intérêt sur le Projet Site                               | 573                 | 138                 |
| Produits financiers sur la trésorerie générale                      | 649                 | 485                 |
| Produits financiers du Budget et Fonds de réserve pour les pensions | 14,882              | 9,015               |
| Gains / (pertes) sur différences de change                          | 696                 | (538)               |
| <b>Total des produits financiers</b>                                | <b>17,865</b>       | <b>9,904</b>        |
| Intérêts sur le financement des prêts au personnel                  |                     |                     |
| Frais bancaires   | 234                 | 203                 |
|   | 218                 | 198                 |
| <b>Total des charges financières</b>                                | <b>452</b>          | <b>401</b>          |
| <b>Produits financiers nets</b>                                     | <b>17,413</b>       | <b>9,503</b>        |

Trois facteurs expliquent l'augmentation de 7.9 M€ des produits financiers en 2005 par rapport à 2004 : la hausse des produits d'intérêts due à l'augmentation des dépôts rémunérés et à la légère hausse des taux d'intérêt (à hauteur de 689 000 €), l'amélioration des conditions sur le marché de capitaux et l'augmentation des placements financiers du Budget et Fonds de réserve pour les pensions (à hauteur de 5.867 M€), et l'évolution des écarts de change et de conversion qui, de pertes, sont passés en produits soit un effet net de 1.234 M€.

Les produits financiers sur la trésorerie générale proviennent essentiellement de contributions volontaires encaissées en avance des dépenses à effectuer.

### Note 19 : Risques et engagements de dépenses

#### A. Risques

L'Organisation est, ou risque d'être, partie à un nombre réduit de procédures judiciaires ou de litiges techniques, mais la direction de l'Organisation pense que les passifs qui pourraient résulter de ces litiges ne seront pas significatifs au regard des opérations et de la situation financière de l'OCDE.

En 2002, l'Organisation a loué des bureaux à La Défense pour la période 2002-2011. Au cas de résiliation anticipée du bail, l'Organisation serait tenue de payer des pénalités, dont le montant effectif sera fonction de la date de résiliation. Compte tenu du calendrier actuel du projet du Site, qui prévoit la libération des locaux loués en 2009, une somme de 8.625 K€ a été incluse à ce titre dans le montant total du budget du site 2001-2009 voté par le Conseil en 2003.

### B. Engagements de dépenses

#### a) Désamiantage et Projet du Site

Le Projet du Site désigne la rénovation du site de la Muette à Paris, où l'Organisation a son siège depuis sa création. L'ensemble de l'opération, à laquelle s'ajoute une opération de désamiantage à grande échelle, recouvre de vastes travaux de redéploiement, de démolition et de construction. Dans le même temps, l'Organisation procédera à un réaménagement de ses installations de conférence.

Une provision de 9 M€ (2004 : 8.1 M€) spécifiquement affectée au désamiantage a été inscrite au bilan (voir la note 12).

Le coût total du Projet du Site est estimé à 298 M€, y compris tous les coûts liés à la réinstallation temporaire du personnel pendant les travaux. Au 31 décembre 2005, la situation budgétaire du Projet du Site s'analysait comme suit (en millions d'euros) :

| Budget autorisé                        | Dépenses cumulées au 31 décembre 2005 |            |               | Budget disponible au 31 décembre 2005 |           |
|--|---------------------------------------|------------|---------------|---------------------------------------|-----------|
|  | Engagé                                | Réalisé    | Total dépensé |                                       |           |
|  | M€                                    | M€         | M€            |                                       |           |
| Dépenses de relogement temporaire      | 144                                   | 65         | 70            | 135                                   | 9         |
| Dépenses de construction et rénovation | 148                                   | 38         | 36            | 74                                    | 74        |
| Autres dépenses                        | 6                                     | 1          | 4             | 5                                     | 1         |
| <b>Total engagements de dépenses</b>   | <b>298</b>                            | <b>104</b> | <b>110</b>    | <b>214</b>                            | <b>84</b> |

#### Charges locatives

Les loyers résultant des baux en cours se sont élevés à 21.8 M€ en 2005, contre 20.5 M€ en 2004. Les engagements minimum de loyers futurs au titre des contrats existants sont estimés comme suit :

| 2006      | 2007      | 2008      | 2009      | 2010      |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| M€        | M€        | M€        | M€        | M€        |
| <b>23</b> | <b>24</b> | <b>24</b> | <b>25</b> | <b>25</b> |

#### b) Instruments financiers

En 2005, l'Organisation a conclu avec une banque un accord prévoyant la vente mensuelle d'un montant moyen de 200 000 US\$ contre un montant équivalent en euros. Ce contrat est destiné à compenser en partie le risque subi par l'Organisation du fait du versement de certaines contributions volontaires en dollars des Etats-Unis. Cet instrument est arrivé à échéance le 12 décembre 2005.

## c) Garanties bancaires

Les obligations de l'Organisation vis-à-vis des bailleurs de locaux de bureaux sont garanties par des banques pour un montant maximal de 3.7 M€. La plus importante concerne les bureaux de la Défense et porte sur un montant de 3.6 M€ pour la durée du bail.

## d) Retraites

Le régime de pension à prestations définies de l'Organisation a été adopté par une Résolution du Conseil du 16 novembre 1976 (C/M(76)20 Final). Cette Résolution lie l'Organisation et ses pays membres en vertu des articles 5a) de la Convention de l'Organisation et 18a) de son Règlement de procédure. L'Organisation estime qu'il en résulte à la fois une obligation légale de l'Organisation vis-à-vis des retraités et du personnel mais également, en contrepartie, une obligation pour chaque pays membre, avec la même force légale que le traité dont elle dérive, de contribuer au paiement des montants nécessaires au service des pensions. L'article 40 du régime de pension à prestations définies stipule que les retraites sont à la charge du budget de l'Organisation et que les pays membres de l'Organisation garantissent collectivement le paiement de ces prestations. Le montant de cette garantie est équivalent à la dette de pension correspondante de 1 495 M€ (2004 : 1 222 M€) comme indiqué dans la note 13.

**Note 20 : Opérations avec des parties liées**

L'Organisation est dirigée par un Conseil composé de représentants de tous les pays membres. Ils ne perçoivent aucune rémunération de l'Organisation. Le Conseil est présidé par le Secrétaire Général, qui dirige le Secrétariat, assisté de quatre Secrétaires Généraux adjoints et d'autres hauts dirigeants. Ils sont rémunérés par l'Organisation.

L'Organisation est placée sous le contrôle direct de ses pays membres. Elle n'a aucune participation ou intérêt dans d'autres entreprises, soit directement, soit par personne interposée.

Au cours des exercices 2004 et 2005, il n'y a pas eu d'opération significative avec des parties liées au sens de la norme IPSAS 20.

L'effectif du personnel de direction de l'Organisation et sa rémunération cumulée, exprimée sur une base d'un travail à plein temps, sont les suivants :

|   | 31 décembre 2005    |                     | 31 décembre 2004    |                     |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
|   | Nombre de personnes | Rémunération totale | Nombre de personnes | Rémunération totale |
| Secrétaire général, secrétaires généraux adjoints et autres | 8                   | 1,896               | 8                   | 1,817               |
| Dirigeants  | 25                  | 4,575               | 23                  | 4,104               |
| <b>Total des opérations avec des parties liées</b>          |                     | <b>6,471</b>        |                     | <b>5,921</b>        |

Ni le personnel de direction, ni leurs proches, ne bénéficient de prêts qui ne soient pas accessibles aux autres catégories de personnel. Par ailleurs, l'Organisation n'a versé aucun autre émolument ou rémunération au personnel de direction ou à des membres de leur famille.